

Ecole laïque et bourgeoisie

Lois Barangé-Marie, loi Debré, projets gaullistes de Réforme de l'Enseignement et de subventions aux Instituts Catholiques, autant de mesures dont le sens apparaît clairement. L'offensive de l'Eglise contre l'Ecole laïque se développe sur deux plans: d'une part, obtenir le maximum d'argent de l'Etat; d'autre part, « cléricaiser » l'enseignement public. Pourquoi cette offensive? Quels sont ses moyens et comment se défendre ou contre-attaquer? Il importe que les militants ouvriers ne laissent pas de côté cet aspect de leurs luttes.

LA TRADITION OUVRIÈRE ANTI-CLÉRICALE

En France, tout effort d'émancipation sociale, toute lutte ouvrière a toujours pris la forme d'un combat antireligieux. Et réciproquement, l'Eglise s'est toujours trouvée dans le camp de la réaction la plus noire. L'histoire des premières organisations ouvrières, des sociétés secrètes du milieu du XIX^e siècle, des premiers groupes syndicalistes, anarchistes ou socialistes, nous montre sans cesse le même processus. Souvent on voit la section locale de la Libre Pensée se transformer en section du parti ouvrier... Etre révolutionnaire implique que l'on est anticlérical ou athée. Rappeler sommairement cette histoire est nécessaire au moment où diverses confusions tendent à obscurcir la question: *Confusion due à l'existence d'un courant important de catholiques sociaux « de gauche »* qui parvient parfois à s'imposer dans certaines organisations ouvrières centristes.

— *Confusion due à l'opinion admise dans le camp laïque traditionnel influencé par la Franc-Maçonnerie* que son combat n'est pas un combat de classe.

— *Confusion due enfin à la position des grands partis ouvriers* qui, par l'opportunisme politique le plus vil, n'hésitent pas à masquer les racines sociales de l'Eglise. Quand la S.F.I.O. s'allie au M.R.P.; quand le P.C.F. fait voter pour Kir, il est évident qu'ils sont amenés à passer sous silence les nécessités pourtant urgentes du combat antireligieux...

Nous disons bien « antireligieux » et non seulement laïque ou anticlérical. La quasi-absence de la pensée matérialiste en face de l'offensive des conceptions idéalistes et religieuses, dont il faut reconnaître l'effort désespéré de renouvellement et d'adaptation au monde moderne, est assez pénible (1). Cette situation de fait dans le domaine des idées va nous permettre d'expliquer ce qui est en cause dans la question de l'Ecole, aspect le plus spectaculaire d'une lutte plus générale.

L'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

La question scolaire a toujours été actuelle en France au même titre que la question religieuse. La Révolution française, en brisant le monopole de l'Eglise sur l'enseignement a ouvert la voie à une suite de combats dont on pourrait s'étonner naïvement qu'ils ne fussent pas terminés! La bourgeoisie révolutionnaire de 1789 laïcisa l'Etat et les institutions. C'était la conclusion d'une longue lutte idéologique menée par les philosophes rationalistes depuis le XVII^e siècle qui avaient associé les aspects politiques et proprement philosophiques de la laïcité. Dans ses projets, le Girondin Condorcet proclame la nécessité de « n'admettre dans l'instruction publique l'enseignement d'aucun culte religieux ». Depuis, au cours du XIX^e et du début du XX^e siècle ce principe a donné lieu à bien des péripéties. Napoléon I^{er}, tout en créant l'Université Impériale, y admet l'enseignement d'une religion où il voit «... non pas le mystère de l'incarnation, mais celui de l'ordre social ». En 1848, le projet Carnot d'un enseignement laïcisé succombera devant la loi Falloux, mais en 1882, l'Ecole publique laïque était établie. Que signifiait cette conquête?

Nos « laïques traditionnels » y voient essentiellement le résultat d'une lutte philosophique entre l'esprit des Lumières et l'obscurantisme. Or, il s'agit en réalité d'une lutte sociale et politique. Lorsque la grande bourgeoisie d'affaires orléaniste s'unit aux propriétaires fonciers légitimistes, elle fait appliquer la loi Falloux. Thiers, tout voltairien qu'il fût, tenait à un enseignement secondaire valable (échappant à l'Eglise) pour sa classe, et abandonnait les écoles primaires à « l'armée des curés », protectrice de l'Ordre! Les lois de 1882, par contre, marquèrent la séparation de la grande bourgeoisie financière bien symbolisée par Ferry, des propriétaires fonciers, royalistes et de l'Eglise, alors le plus grand propriétaire foncier. Le ralliement de larges couches de la bourgeoisie à la laïcité n'exprimait que leur lutte pour la disparition du caractère primordial que la propriété foncière avait encore.

Ces lois ne donnaient pas vraiment un contenu positif à l'enseignement et reflétaient un certain compromis. Le rôle primordial de bourgeois protestants (Macé, Bert...) a marqué cette école dont l'idéal laïque consiste à affirmer qu'elle ne veut blesser personne (les « devoirs envers Dieu » y seront même maintenus officiellement jusqu'en 1923!).

LA MORALE LAÏQUE ET L'ASPECT PROGRESSISTE DE L'ÉCOLE

Sorte de morale chrétienne sans son Dieu, de Kantisme édulcoré, la morale laïque charrie un ensemble de dogmes: culte de la Patrie et de la Revanche, culte de la propriété individuelle, respect et amour du Drapeau et de l'Empire colonial, etc. que ne désavouerait pas une école cléricale!

(1) Peut-être peut-on citer J.F. Revel dans la « Cabale des dévôts » et quelques études philosophiques ou sociologiques, peu répandues d'ailleurs, de G. Murry et M. Verret (du P.C.F.). Lorsque Garaudy « discute » avec le P. Teilhard de Chardin, c'est sur un ton très respectueux et compréhensif alors qu'une démolition vigoureuse s'impose!

Cependant, telle qu'elle apparaissait en face d'une Eglise successivement monarchiste, boulangiste, antidreyfusarde, l'école laïque fut accueillie comme une grande victoire par tous les socialistes révolutionnaires de l'époque.

Engels disait que la France avait la meilleure école du monde. La mise à la porte de Dieu était un acquis formidable. Jules Ferry, le colonialiste, est acclamé par des auditeurs ouvriers. Les premiers instituteurs sont en charges avant tout de défendre dans les campagnes une République opportuniste, puis radicale, encore en butte aux assauts de ses ennemis. C'est dans les dix premières années du XX^e siècle que cette lutte atteint son paroxysme avec la séparation des Eglises et de l'Etat en 1905.

LE CONTENU BOURGEOIS DE L'ÉCOLE

1905! C'est la séparation certes, mais c'est aussi la naissance de la S.F.I.O., d'un parti ouvrier autonome de masse qui va affirmer ses positions de classe en face de tous les partis bourgeois, laïques ou non. Au moment donc où va se développer l'école du compromis de 1882 se posait la question non résolue de son contenu. A vrai dire, la bourgeoisie républicaine, nous l'avons vu, avait une morale. Elle avait besoin, pour les nécessités de la production, de disposer d'une main-d'œuvre ayant un certain niveau de culture rendu indispensable par la complexité croissante des formes de travail. Mais, par ailleurs, il lui faut des citoyens fidèles à sa République. En 1881, Jules Ferry déclare aux instituteurs: « Comment n'aimez-vous pas et ne feriez-vous pas aimer dans votre enseignement et la Révolution et la République! » Certes! la Révolution et la République en question sont, bien entendu, bourgeoises. La laïcité de 1881 a donc un contenu politique. Dès 1880, le même Jules Ferry pensait «... à mêler sur les bancs de l'école les enfants qui se trouveront un peu plus tard mêlés sous les drapeaux de la Patrie ». Cette tâche de l'Ecole laïque, contribuer au succès de l'idée républicaine, fut remplie au mieux. Les campagnes françaises, à de rares exceptions (l'Ouest) se rallièrent à la République en donnant... leurs voix au parti radical... et leur sang en 1914 « sous les drapeaux de la Patrie ».

LA CRISE DE L'APRÈS-GUERRE

La première guerre mondiale et octobre 1917 posaient dans les faits le problème fondamental de notre époque: celui de la révolution socialiste. S'il était possible encore en 1905 de se trouver dans le même camp que les autres républicains (2) il deviendra impensable après 1918 pour un révolutionnaire de trouver place aux côtés d'un Clemenceau ou d'autres sociaux-chauvins.

Et l'Ecole? Dès ce moment commence la crise. Les instituteurs ont lourdement payé leur attachement aux idéaux patriotiques. Ne portent-ils pas une responsabilité dans cet aveuglement collectif, n'ont-ils pas donné à leur enseignement un contenu qui explique en partie l'absence de révolte antimilitariste? Certes, depuis octobre 1910, l'Ecole Emancipée, qui succède à l'Emancipation, défend courageusement la position de l'internationalisme prolétarien et les principes de lutte de classe: elle est à Zimmerwald avec Raffin, Dugens et Blanc, elle subit la répression militaire. Mais elle ne représente pas la masse des enseignants qui, à leur retour de la guerre impérialiste, devront repenser le contenu et les méthodes de leur enseignement.

La période de l'entre deux guerres fut, à cet égard, assez confuse. On peut discerner chez les maîtres une haine sincère de la guerre qui s'exprime par une *idéologie pacifiste*. Ce pacifisme, révolutionnaire dans la Fédération Unitaire de l'Enseignement (C.G.T.U.), humanitariste dans le Syndical National des Instituteurs (C.G.T. réformiste) se manifesta, entre autres, par la lutte contre les manuels chauvins, contre les jouets guerriers, par les chants scolaires sur la « République universelle, espoir des temps futurs... » En même temps, l'Ecole publique, qui l'avait emportée, devenait surtout l'objet de discours académiques. La République bourgeoise n'est pas menacée par les mêmes forces qu'en 1914, la lutte fait place à la répétition routinière de certains principes civiques de base... au moment même où le mouvement ouvrier révolutionnaire propose au monde d'autres principes. C'est alors que la laïcité se définit vraiment comme *neutralité*. L'agressivité anticléricale de 1905 était encouragée par la bourgeoisie républicaine. Dans les années 20 et 30, la menace contre sa domination vient d'un autre horizon. On se méfie de l'instituteur même s'il peut encore servir d'agent électoral. Même l'effort de renouvellement des méthodes apporté par Freinet est brutalement sanctionné: ne prétend-il pas développer la liberté de jugement et de création chez l'enfant? Nous verrons qu'au même moment les vieux laïques continuent de pactiser avec l'Eglise comme pendant la guerre.

LA QUESTION

Que devait donc être le contenu de l'enseignement? Comment enseigner les grands principes républicains sans dénoncer leur caractère mystificateur? Doit-on développer l'amour d'une patrie impérialiste? Vanter l'union sacrée de tous les Français sur les bancs de l'école puis sous les plis du drapeau? Expliquer le fonctionnement théorique de nos institutions ou les réalités concrètes de la lutte de classe? Parallèlement une autre question se posait: La position de la bourgeoisie sur l'école publique est-elle la même qu'en 1900. Après l'anticléricalisme puis sa neutralité n'assistons-nous pas à un renversement et à son passage dans le camp de l'Eglise? C'est à ces questions que nous devons répondre afin d'analyser le problème actuel de la défense laïque ainsi que la tactique du C.N.A.L. et des partis ouvriers.

GERARD.
(A suivre.)

(2) Pensons qu'en 1903, le président du Conseil, le radical Combes était accueilli au chant de l'Internationale à un congrès d'instituteurs et qu'une revue radicale-socialiste attaquait violemment... le drapeau tricolore!

CE QU'EST LE F.L.P.

Nous publions ici un résumé d'un long document édité par le F.L.P. En prenant connaissance de ce texte, nos lecteurs comprendront notre sympathie pour ces camarades.

Pour autant nous ne faisons pas nôtres les appréciations sur l'importance du F.L.P. en Espagne, celle-ci étant controversée et nos éléments d'information insuffisants pour une appréciation définitive.

D'autres groupements d'ailleurs, à des titres différents quelquefois, rencontrent la sympathie des militants révolutionnaires, tels le P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) ou le petit groupe Figeuiste (castriste).

Le Front de Libération Populaire (F.L.P.) fondé en 1900 par un groupe d'intellectuels, d'étudiants et de leaders ouvriers mécontents de l'inefficacité des partis traditionnels, commença à développer ses activités à Madrid, Barcelone, dans la région cantabrique, dans le Pays Basque et diverses localités d'Andalousie.

Parmi les activités les plus importantes réalisées depuis sa fondation, le F.L.P. joua un rôle décisif dans la Grève Nationale du 18 Juin 1939 et une lourde répression s'abattit sur ses militants: 17 d'entre eux passèrent en Conseil de Guerre et furent condamnés à des peines de 3 à 8 ans de prison, de nombreux militants furent arrêtés (à Bilbao, Madrid, Barcelone...)

Au printemps 1960, se fonde « l'Association Démocratique Catalane » (A.D.C.) en organisation autonome du F.L.P. en Catalogne, réclamant une indépendance d'orientation en accord avec la déclaration du F.L.P. sur le respect des droits des peuples ibériques.

En 1961, au Pays Basque est fondée « l'Euzkadiko Sozialisten Basatuna » (ESBA) organisation fédérée du F.L.P. avec une orientation autonome adaptée à la réalité d'Euzkadi. Cette organisation participa aux luttes ouvrières qui eurent lieu fin 1961 dans la ville de Beasain (Guzuzcoa).

Au début de l'année 1962, l'A.D.C. s'unit à d'autres groupes ouvriers pour former le « Front Ouvrier de Catalogne » (F.O.C.) qui, fédéré avec le F.L.P. et l'ESBA complète la comédiation du Front, le F.O.C. édite à Barcelone le mensuel « Revolution ».

Pendant les grandes grèves du printemps 1962, le F.L.P. joua un rôle important dans les Asturies, en Catalogne, à Madrid, au Pays Basque, à Valence, Santander, en Andalousie, en Estramadure. Et malgré la dure répression de mai, le F.L.P. participa aux nouvelles grèves d'août dans les Asturies.

Programme et objectifs du F.L.P.

Le Front (F.L.P.-ESBA-F.O.C.) est une organisation révolutionnaire, socialiste, démocratique, fédéraliste, laïque et internationaliste.

Révolutionnaire parce qu'il entend briser la dictature de classe du régime politique bourgeois au moyen de la prise violente du pouvoir par les classes laborieuses en liquidant le système capitaliste de production, en supprimant la propriété privée des moyens de production et posant les premières bases pour la construction d'une société sans classes.

Socialiste parce qu'il entend édifier les bases de la future société à travers la socialisation des moyens de production, la planification socialiste de l'économie, la réalisation d'une réforme agraire radicale adaptée aux particularités de chaque région et donnant la terre à ceux qui la travaillent, la nationalisation des banques par le pouvoir populaire, le remplacement de l'Armée instrument de la réaction, par des Milices Populaires, instrument du peuple...

Démocratique parce qu'il veut établir une réelle démocratie des travailleurs, décidant eux-mêmes des solutions de leurs problèmes selon le principe de l'autogestion économique et politique à partir des encadrements naturels des travailleurs par unité de co-habitation et par entreprise.

Fédéraliste afin de tenir compte des différentes unités socio-géographiques hispaniques et permettant aux travailleurs (comme en Euzkadi et en Catalogne où des désirs nationaux sont exprimés) de s'organiser dans des Fronts de Lutte autonomes.

Le Front est une organisation laïque et il proclame son anti-dogmatisme, admettant en son sein tous les travailleurs quelles que soient leurs croyances philosophiques ou religieuses.

Internationaliste parce qu'il se sent pleinement solidaire de tous les efforts du monde en marche vers le socialisme. Il se refuse d'assujettir la cause de la Révolution espagnole et l'urgence de sa réalisation à aucune considération tactique qui empêcherait, dévierait ou retarderait son triomphe final.

L'objectif immédiat du F.L.P. est de devenir l'avant-garde de la lutte ouvrière en Espagne dans le but de construire à une autre étape, un Front de la classe exploitée (ouvriers et paysans) unie et organisée pour sa révolution.

Du point de vue tactique, le F.L.P. rejette la solidaire « étape démocratique », persuadé que le dilemme espagnol est entre dictature franquiste et démocratie révolutionnaire des travailleurs. De ce fait, il rejette tout pacte de quelque sorte qu'il soit avec la bourgeoisie. Dans un moment où tous les partis traditionnels affirment leur volonté de limiter leurs objectifs à la Révolution bourgeoise, le Front refuse toute solution qui ne conduise pas à la conquête de tout le pouvoir par les travailleurs et luttera par tous les moyens, sans en exclure aucun, contre toute autre forme politico-sociale qui s'instaurerait dans le pays. Le F.L.P. se caractérise par la volonté d'unir les travailleurs, en laissant de côté leurs différences idéologiques, dans une action de classe commune, d'approfondir la lutte des classes en Espagne et de former de nouveaux cadres ouvriers pour remplacer ceux décimés par la Guerre Civile dont les survivants sont aujourd'hui dépassés par la réalité politique espagnole.